

sur le même plan que la reprise dans les pays de l'Europe continentale atteints par la guerre, et dans aucun document de l'Internationale il n'y a un mot qui donne à penser qu'on ait nié la reprise en Angleterre et son importance.

Au contraire, dans le rapport présenté au plénum du Comité exécutif international et publié dans le numéro de décembre 1946 de la revue « Quatrième Internationale », il est écrit en toutes lettres : « En Angleterre, la conjoncture économique évolue pour le moment favorablement. Malgré le fléchissement de la production de charbon, le développement de l'industrie, particulièrement de l'industrie métallurgique et chimique, a déjà permis aux exportations de dépasser le niveau de 1938 et d'atteindre en valeur la moitié de la somme calculée qui doit être atteinte vers 1948 pour que l'économie anglaise puisse faire face sans fléchir aux charges du prêt américain... Le coût de la vie a augmenté de 75 % par rapport à 1938, les salaires beaucoup moins. Cependant cette différence est moins grande que dans d'autres pays et explique, ainsi que le taux insignifiant du

LA REPRISE EN EUROPE CONTINENTALE ET EN ANGLETERRE

L'économie capitaliste quand elle se développe normalement passe successivement par des périodes de crise de surproduction et des périodes d'essor. Mais le cycle économique normal subit des modifications profondes et brutales s'il fait suite à une guerre aussi dévastatrice que la récente guerre mondiale.

Malgré les « conditions classiques d'un boom », comme ont écrit nos camarades anglais dans leur amendement économique, qui « existent » déjà, c'est-à-dire « manque de moyens de production, de produits agricoles, de moyens de consommation », la guerre nous a légué une série de faits, destruction des moyens de production, inflation, désorganisation du marché mondial, etc., qui entravent la reprise normale, et prolongent la période de démarrage lent et convulsif de l'économie. Ceci est le cas de la plupart des pays de l'Europe continentale atteints par la guerre à l'heure actuelle où nulle part, sauf en Belgique, en Norvège et en Tchécoslovaquie, la production n'a dépassé les niveaux d'avant guerre.

« La marge entre le relèvement et l'effondrement à travers l'Europe occidentale, écrivait dernièrement « The Economist » (31-5-47), dépend en ce moment d'importations massives des Etats-Unis. La dislocation économique laissée par la seconde guerre allemande s'avère beaucoup plus grande et beaucoup moins surmontable que celle laissée par la première. Il n'y a pas de retour tranquille à la « normale » cette fois-ci ; en vérité, à plusieurs égards, les conditions deviennent pires et non meilleures. » (souligné par nous).

En Allemagne, en Italie, en Grèce et dans la plupart des pays du « glacis », la reprise reste fortement en arrière (50 à 75 %) de la production d'avant guerre.

En Belgique, la production a dépassé les niveaux de 1938, année de crise latente de l'économie belge, mais reste toujours inférieure à celle de 1936, année de prospérité relative. En France, depuis octobre 1946, la reprise « plafonne » en se maintenant autour des 90 % de 1938 qui était une année de recul marqué de l'économie française.

Les camarades majoritaires français après avoir combattu en octobre 1946, lors du 2^e plénum du C. E. I., ensemble avec les majoritaires anglais, notre affirmation que l'économie française semblait atteindre un « plafond » (certes un plafond provisoire) revendiquent maintenant dans leurs écrits (1) le mérite d'avoir eux seuls « prévu » et « expliqué » le « plafonnement » de la reprise économique française !

En Angleterre, il y a incontestablement une « reprise » plus marquée qu'en Europe continentale ! Mais est-ce un véritable « boom » ? Le cycle économique normal traverse une série de stades, correspondant à une ampleur et à un rythme différents de l'activité économique. Le terme « boom » ne caractérise pas tellement l'ensemble de la période de l'essor économique qui succède à une crise, que la plus haute phase de cet essor, « la haute pression industrielle », comme disait Engels, le « galop industriel » qui « s'accélère jusqu'au ventre à terre d'un steeple-chase général de l'industrie, du commerce, du crédit, de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver... dans le fossé du krach. » (2). Avant cette suprême phase de l'essor économique, il y a toute une série de stades, en commençant par la dépression qui caractérise l'activité économique, une fois passé le point le plus bas de la crise (3).

chômage, la position d'attente du prolétariat britannique envers la politique du gouvernement britannique. »

Ce tableau était en réalité plus optimiste que de raison, comme nous le montrerons quand nous parlerons plus loin de la situation en Angleterre. Il prouve en tout cas que nos divergences, avec les auteurs de la réponse, ne se placent pas sur la « reprise » ou non en Angleterre mais sur le caractère, le rythme, les perspectives et les conséquences de cette « reprise ».

La lettre du S. I. aux camarades anglais revient plusieurs fois sur la constatation de la « reprise » tout en se gardant de lui donner l'ampleur et la solidité que les auteurs de la réponse attribuent à leur « boom ». Pourquoi alors, camarades anglais, ce sous-titre dans votre réponse : « Stagnation et marasme ou reprise et boom... en Grande-Bretagne », et toutes ces pages de statistiques impressionnantes ? Et ces incursions savantes dans le contenu du « Capital » ? Pour faire croire réellement que nous étions et que nous sommes contre l'acceptation du fait de la « reprise » en Angleterre ?

Peine perdue, camarades, il s'agit d'autre chose !

« Production et échange reprennent graduellement leur marche. Progressivement l'allure s'accroît, passe au trot : le trot industriel devient galop et ce galop s'accélère de nouveau jusqu'au steeple-chase général, etc. » (2).

Ceci est la marche vers le boom, dans un cycle économique « classique » où il ne s'agit pas tellement du « manque de moyens de production, de produits agricoles, de moyens de consommation », mais de ce que l'industrie ait tout son équipement, toutes les matières premières, toute la main-d'œuvre et tous les capitaux nécessaires pour qu'elle puisse démarrer et produire sans entraves, en supposant que l'écoulement des marchandises soit assuré par l'existence d'un marché large.

Les camarades anglais protestent, niant avoir parlé d'un « boom classique », ils ont insisté cependant dans leur amendement économique sur l'existence déjà en Angleterre « des conditions classiques » pour un boom. Les copieuses statistiques citées par les auteurs de la réponse, si elles attestent une reprise économique indéniable en Angleterre, ne donnent, par contre, aucune indication quant aux conditions qui pouvaient déterminer un essor assuré, rapide et ample de l'économie anglaise. Cette dernière est constamment en butte aux difficultés qui proviennent du manque de matières premières (y compris de l'énergie), de la main-d'œuvre et de devises. Les exportations qui ont bénéficié au début de l'absence d'une concurrence effective des Etats-Unis sur le marché mondial, marquent le pas depuis l'été 1946, et on aperçoit même une légère tendance déclinante qui, à plusieurs reprises, a fortement inquiété le ministre du commerce extérieur Cripps.

Malgré le prêt américain, les restrictions et le rationnement de la population ouvrière sont de plus en plus sévères, malgré l'effort qui a été fourni par le prolétariat et la subordination de toute l'activité économique à l'accroissement des exportations, la situation économique en Angleterre se présente actuellement ainsi :

L'année 1946 se termine avec une production totale qu'on a évaluée à 80 % de celle de 1938 (4), et avec un volume total d'exportations s'élevant à 99 % de 1938.

Ce chiffre monta durant le premier trimestre 1947 à 101 % seulement, restant très en arrière du pourcentage fixé pour cette année par le gouvernement, qui est de 140 % par rapport à 1938, le but final étant d'atteindre vers la fin de 1948 le pourcentage de 175 % nécessaire pour équilibrer la balance des comptes de la Grande-Bretagne.

Le déficit de la balance commerciale pour le premier trimestre 1947 atteint 96 millions de livres, et tandis que les exportations marquent le pas, les importations démontrent une tendance constante à l'augmentation.

« Ayant déjà à faire face à une disette de main-d'œuvre, de combustible et de moyens de consommation, l'Angleterre va bientôt sentir la pression du manque de dollars, à moins que les Etats-Unis ne lui donnent un autre prêt ou un autre don », écrit le « New York Times », dans son édition financière du 4 mai 1947, et il ajoute : « On estime qu'en juin elle aura utilisé plus de la moitié des 3.740 millions de dollars de l'emprunt américain, ce qui fait environ 400 millions de dollars de plus que l'on avait calculé pour la première année. La difficulté réside en ceci que plus de 35 % des importations totales de la Grande-Bretagne proviennent de la zone du dollar, tandis que

seulement 7,6 % de ses exportations y trouvent des marchés. C'est un rapport de 1 à 5 au lieu d'environ 1 à 2 avant la guerre. »

Les camarades anglais citent indifféremment les chiffres des importations et des exportations du dernier trimestre 1946, sans tenir compte de leur équilibre, c'est-à-dire de la balance commerciale dangereusement déficitaire, et concluent avec cette affirmation équivoque : « Toutes les indications montrent que la Grande-Bretagne augmentera son commerce extérieur l'année prochaine. »

Mais ce qui importe pour la justification de leur « boom » ce n'est pas l'augmentation globale du commerce extérieur, cela pouvant aussi bien être le résultat de l'augmentation des importations que des exportations, ou des deux à la fois, mais l'augmentation plus importante des exportations par rapport aux importations, pour que la balance commerciale se solde par un déficit de plus en plus restreint.

Et de ce point de vue il y a actuellement parmi la bourgeoisie en Angleterre peu de gens aussi optimistes que les auteurs de la réponse. En effet, depuis le début de 1947, les avertissements se multiplient, dans la presse bourgeoise ayant une certaine autorité, mettant en garde l'opinion publique contre un optimisme irraisonné quant à la situation réelle en Angleterre et ses perspectives immédiates.

Le terme qu'on trouve dans les articles des organes les plus sérieux de l'Angleterre, du « Times » à « L'Economist », pour caractériser la situation du pays, n'est pas celui de « boom » mais de « crise économique ».

Certes, nous savons qu'ils n'entendent pas là une crise économique normale de surproduction, mais une crise de matières premières, de main-d'œuvre, et de devises qui entrave à chaque instant l'essor assuré, ample et rapide de l'économie. Cette « crise économique » se manifesta de la façon la plus éclatante en février-mars dernier quand la crise charbonnière entraîna la paralysie presque totale de l'ensemble de l'économie du pays, et qui a surpris nos camarades anglais en plein « boom ».

La presse bourgeoise est presque unanime à constater que les réelles difficultés pour le gouvernement travailliste ne vont que commencer. Dans la mesure où les exportations malgré tous les efforts restent considérablement inférieures au but fixé, et que le prêt américain s'épuise, le nouvel équilibre économique que recherche après cette guerre l'Angleterre s'avère chaque jour plus instable et inaccessible.

« Le chancelier de l'Echiquier, observait récemment « The Economist » (31-5-47) n'exagérait certainement pas lorsqu'il décrivait le problème consistant à combler le fossé entre les importations et les exportations comme « de loin le plus grand

LES CONCLUSIONS POLITIQUES

Ayant brillamment réfuté nos arguments économiques et consolidé la base de leur « boom » et du « calme politique » qui en résulte, les auteurs de la réponse se sentent bien à l'aise pour réfuter aussi nos conclusions politiques.

Si l'Angleterre traverse une période d'euphorie économique relative, si le niveau de vie s'améliore, si le gouvernement travailliste accorde une série de concessions importantes aux ouvriers anglais, il est évident d'après nos camarades que nous sommes en pleine période classique « d'illusions réformistes » qui empêchent tout travail de notre fraction révolutionnaire à l'intérieur du Labour Party.

Nous avons tâché de démontrer que la reprise économique en Angleterre, aussi importante qu'elle soit, est constamment minée, entravée, bouleversée par une série de facteurs qui agissent contre elle, et qu'elle est loin de ressembler à un « boom » déterminant « un plein calme politique », sans compter le fait de la situation de l'ensemble de l'Empire britannique qui se décompose, et de la situation mondiale peu propice aux « pleins calmes politiques ».

Ce « plein calme politique » est une exagération des auteurs de la réponse qui sert peut-être la thèse qu'ils défendent mais qui ne résiste pas à la critique des faits.

Depuis la conférence de septembre 1946 des camarades anglais, nous avons assisté à une série d'événements politiques en Angleterre qui jalonnent la voie de la formation, certes, lente, de l'aile gauche du mouvement travailliste, et qui démontrent que l'apathie des masses anglaises n'est en tous cas que très relative.

Ces événements, manifestations de l'opposition syndicale, lors du congrès des Trade-Unions, et parlementaire, des « rebelles », grèves sporadiques déclenchées toutes malgré la volonté des directions syndicales, nous les avons signalés dans la lettre du S. I. aux camarades anglais, en attirant leur attention sur leur signification.

et le plus grave des problèmes économiques immédiats auxquels il faut faire face, dont dépendait tout l'avenir de notre pays et le standard de vie dont nous jouirons dans les années à venir. » Et il ajoutait :

« Le sérieux de la situation n'est pas encore réalisé par tous, il y a encore des voix qui peuvent dire : « ...Décidons de ne pas aller mendier à nouveau en Amérique. » Mais la décision n'est pas celle du Labour Party ; cela ne sera même pas finalement celle du gouvernement. La décision sera prise par des faits déplorables. Il est tout à fait juste que personne en Grande-Bretagne ne puisse, selon les termes de M. Dalton, « compter obtenir de nouveaux crédits à l'étranger » et que, à ce stade, le problème doive être envisagé comme celui d'augmenter les exportations et de réduire les importations jusqu'à ce qu'elles s'équilibrent. Mais ceux qui pensent que c'est une politique qui est facile ou agréable, ou qu'elle est possible sans entraîner une crise économique de première classe, doivent être invités à étudier les faits qui sont présentés dans un autre article de ce numéro et à dire exactement les importations qu'ils réduiraient et comment ils s'arrangeraient pour augmenter l'activité des industries d'exportation tout en réduisant leur approvisionnement en matières premières et les rations de leurs ouvriers ? Il est très désagréable d'avoir à admettre une telle dépendance des dollars empruntés si longtemps après la fin de la guerre. Mais des faits désagréables n'en sont pas moins des faits parce qu'ils sont désagréables. »

En d'autres termes, ou le gouvernement travailliste se décidera à maintenir le niveau actuel de la consommation et de l'activité industrielle au prix d'une reconnaissance publique de la dépendance encore plus accentuée par rapport à l'Amérique, avec toutes ses conséquences économiques et politiques pour l'avenir de l'Empire britannique, ou il maintiendra son indépendance relative au prix d'un nouvel abaissement du niveau de vie des masses et d'une réapparition du chômage qu'entraînera la diminution des importations.

Dans les deux cas, les répercussions sur l'ensemble de la vie politique en Angleterre et du Labour Party en particulier seront importantes, et ranimeront inévitablement la lutte des tendances en son sein.

Les auteurs de la réponse, qui nagent pour le moment « en plein calme politique » et qui attendent la « crise de surproduction » pour réviser leur appréciation sur les possibilités de travail au sein du Labour Party, sont condamnés à assister en spectateurs impuissants à toute la fermentation inévitable qui caractérisera les « deux prochaines années de grandes difficultés économiques. » (« L'Economist », 7-6-47).

(1) Voir article de Geoffroy dans le B. I. n° 3 du P. C. I.

(2) *Anti-Dühring*, 3^e partie « Socialisme », chap. Notions théoriques.

(3) Voir aussi à ce sujet l'article de E. Germain : « Boom, reprise ou crise » qui suit dans le présent bulletin.

(4) Le *New York Herald Tribune* du 30-3-47, en se basant sur l'indice de l'importation des matières premières en 1946, dont dépend toute l'activité industrielle en Angleterre, évalue à 72 % seulement la production totale.